

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Deux poids, deux mesures au Conseil des droits de l'homme et au Conseil de sécurité de l'ONU

par le Prof. Dr. Alfred de Zayas*



Alfred de Zayas
(photo mad)

Ce n'est un secret pour personne que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU sert essentiellement les intérêts des pays industrialisés occidentaux et n'a pas d'approche holistique de tous les droits de l'homme. Le chantage et le harcèlement sont des pratiques courantes, et les Etats-Unis ont prouvé qu'ils disposaient d'un «soft power» suffisant pour persuader des pays plus faibles. Il n'est pas nécessaire de menacer dans l'hémicycle ou dans les couloirs, un coup de téléphone de l'ambassadeur suffit. Les pays sont menacés de sanctions, ou pire, comme je l'ai appris par des diplomates africains. S'ils abandonnent l'illusion de la souveraineté, ils sont bien sûr récompensés par le fait d'être qualifiés de «démocratiques». Seules les grandes puissances peuvent se permettre d'avoir leur propre opinion et de voter en conséquence.

En 2006, la Commission des droits de l'homme, créée en 1946, qui avait adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, de nombreux traités sur les droits de l'homme et introduit le système des rapporteurs, a été supprimée. A l'époque, j'avais été surpris par l'argumentation de l'Assemblée générale, car la raison invoquée était la «politisation» de la Commission. Les Etats-Unis s'étaient engagés sans succès pour la création d'une commission plus petite, supposée être composée uniquement de pays respectant les droits de l'homme, et pouvant juger le reste. Il s'est avéré que l'Assemblée générale a créé un nouvel organe de 47 Etats membres, le Conseil des droits de l'homme qui, comme le confirmera tout observateur, est encore plus politisé et moins objectif que son prédécesseur décrié.

Déséquilibre à la session spéciale du Conseil des droits de l'homme du 12 mai

La session spéciale du Conseil des droits de l'homme du 12 mai à Genève sur la guerre en Ukraine a été particulièrement douloureuse, marquée par des déclarations xénophobes contraires à l'article 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). Les orateurs ont diabolisé la Russie et Poutine avec méchanceté, tout en ignorant les crimes de guerre commis par l'Ukraine depuis 2014, le massacre d'Odessa, les huit années de bombardements ukrainiens sur la population civile de Donetsk et Louhansk, etc.

Un bref coup d'œil aux rapports de l'OSCE de février 2022 est révélateur. Le rapport de la mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine du 15 février a enregistré 41 explosions dans les zones de cessez-le-feu. Ce chiffre est passé à 76 explosions le 16 février, 316 le 17 février, 654 le 18 février, 1413 le 19 février, 2026 au total les 20 et 21 février et 1484 le 22 février. Les rapports de la mission de l'OSCE indiquent que la grande majorité des impacts de l'artillerie ont eu lieu du côté séparatiste de la

ligne de cessez-le-feu. On pourrait facilement comparer les bombardements ukrainiens sur le Donbass aux bombardements serbes sur la Bosnie et Sarajevo. Mais l'agenda géopolitique de l'OTAN privilégiait alors la Bosnie, et là aussi, le monde était divisé entre les bons et les méchants.

Tout observateur indépendant frémirait devant le manque d'équilibre des discussions du Conseil des droits de l'homme du jeudi 12 mai. Mais y a-t-il encore beaucoup de penseurs indépendants dans les rangs de «l'industrie des droits de l'homme»? La pression de la «pensée de groupe» est énorme.

L'idée de créer une commission d'enquête sur les crimes de guerre en Ukraine n'est pas forcément une mauvaise idée. Mais une telle commission devrait être dotée d'un mandat assez large pour lui permettre d'enquêter sur les crimes de guerre commis par tous les belligérants, aussi bien les soldats russes que les soldats ukrainiens et les 20000 mercenaires de 52 pays qui combattent du côté ukrainien. Selon *al-Jazira*, plus de la moitié d'entre eux, soit 53,7 pour cent, sont originaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Canada, et 6,8 pour cent d'Allemagne. Il serait également justifié de donner à la commission le mandat d'enquêter sur les activités des 30 laboratoires biologiques américano-ukrainiens.

Ce qui est particulièrement choquant dans le «spectacle» du 12 mai au Conseil, est le fait que les Etats ont fait preuve d'une rhétorique contraire au droit de l'homme à la paix (résolution 39/11 de l'Assemblée générale) et au droit à la vie (article 6 du PIDCP). L'accent n'a pas été mis sur le fait de sauver des vies humaines en cherchant des moyens de promouvoir le dialogue et de parvenir à un compromis raisonnable pour mettre fin aux hostilités, mais uniquement sur la condamnation de la Russie et l'invocation du droit pénal international, bien entendu exclusivement contre la Russie. Lors de cette assemblée, les orateurs se sont en effet surtout livrés à des accusations, le plus souvent sans preuves, car nombre d'entre elles n'étaient pas étayées par des faits concrets susceptibles d'être jugés. Les accusateurs se sont également appuyés sur des allégations que la Russie avait déjà abordées et réfutées. Mais comme le disent les paroles de la chanson de *Simon & Garfunkel* «The Boxer», «On entend ce que l'on veut entendre et on ignore le reste».

Le but d'une commission d'enquête devrait justement être de rassembler des preuves vérifiables de tous les côtés et d'entendre autant de témoins que possible. Malheureusement, la résolution adoptée le 12 mai n'augure rien de bon pour la paix et la réconciliation, car elle est terriblement unilatérale. C'est précisément pour cette raison que la Chine a dérogé à sa pratique d'abstention lors de tels votes et a voté contre la résolution. Il est louable que le haut diplomate chinois au bureau de l'ONU à Genève, *Chen Xu*, se soit prononcé en faveur d'une médiation de paix et d'une architecture de sécurité globale. Il a toutefois regretté que: «nous avons constaté que ces dernières années, la politisation et l'esprit de confrontation [au sein du Conseil] ont augmenté, ce qui a fortement affecté sa crédibilité, son impartialité, et la solidarité internationale».

Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU: présentation de documents sur des laboratoires biologiques en Ukraine

Bien plus important que l'exercice rituel de dénigrement de la Russie à Genève et l'hypocrisie époustouflante de la résolution, une

autre réunion de l'ONU, cette fois au Conseil de sécurité à New York le jeudi 12 mai, a vu l'ambassadeur adjoint chinois à l'ONU, *Dai Bing*, faire valoir que les sanctions anti-russes auraient certainement l'effet inverse: «Les sanctions n'apporteront pas la paix, elles ne feront qu'accélérer la propagation de la crise et déclencheront des crises alimentaires, énergétiques et financières de grande ampleur dans le monde entier» a-t-il déclaré.

Le vendredi 13 mai, le représentant permanent de la Russie auprès des Nations unies, *Vassily Nebenzia*, a présenté au Conseil de sécurité des preuves documentant les activités dangereuses d'une trentaine de laboratoires biologiques américains en Ukraine. Il a rappelé la Convention sur l'interdiction des armes biologiques de 1975 (CABT) et s'est dit préoccupé par les risques énormes liés aux expériences biologiques menées dans des laboratoires de guerre américains comme Fort Detrick, dans le Maryland.

Nebenzia a souligné que les laboratoires biologiques ukrainiens étaient directement supervisés par l'*US Defense Threat Reduction Agency* au service du *National Center for Medical Intelligence* du Pentagone. Il a confirmé que plus de 140 conteneurs d'ectoparasites de chauves-souris avaient été transférés d'un laboratoire biologique de Kharkov vers l'étranger, sans aucun contrôle international. Il existe bien sûr toujours le risque que des agents pathogènes soient volés à des fins terroristes ou vendus sur le marché noir. Il est avéré que des expériences dangereuses ont été menées depuis le coup d'Etat inspiré et coordonné par l'Occident contre le président de l'Ukraine *Viktor Ianoukovitch*, démocratiquement élu en 2014.

Il semble que le programme américain ait déclenché un nombre croissant d'infections dangereuses et économiquement significatives en Ukraine. Nebenzia a déclaré: «Il existe des preuves qu'à Kharkov, où se trouve l'un des laboratoires, 20 soldats ukrainiens sont morts de la grippe porcine en janvier 2016, et 200 autres ont été hospitalisés. Par ailleurs, l'Ukraine connaît régulièrement des foyers de peste porcine africaine. En 2019 s'est propagée l'épidémie d'une maladie dont les symptômes ressemblaient à ceux de la peste».

Selon des rapports du ministère russe de la Défense, les Etats-Unis ont demandé à Kiev de détruire les agents pathogènes et d'effacer toute trace des recherches afin que la partie russe ne puisse pas entrer en possession de preuves de violations ukrainiennes et américaines de l'article 1 de la Convention sur les armes biologiques. L'Ukraine s'est donc pressée de mettre fin à tous les programmes biologiques, et le ministère ukrainien de la Santé a ordonné l'élimination à partir du 24 février 2022 des agents biologiques stockés dans les laboratoires biologiques.

L'ambassadeur Nebenzia a rappelé que la sous-secrétaire d'Etat *Victoria Nuland* avait confirmé, lors d'une audition devant le Congrès américain le 8 mars, qu'il existait en Ukraine des laboratoires biologiques dans lesquels des recherches étaient menées à des fins militaires et qu'il était impératif que ces installations de recherche biologique «ne tombent pas entre les mains des forces armées russes».

Pendant ce temps, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, *Linda Thomas-Greenfield*, a rejeté les preuves russes, les qualifiant de «propagande» et faisant

allusion, de manière gratuite, à un rapport discrédité de l'OIAC sur la prétendue utilisation d'armes chimiques à Douma par le président syrien *Bachar el-Assad*, établissant ainsi une sorte de «culpabilité par association».

Plus pathétique encore: la déclaration de l'ambassadrice britannique *Barbara Woodward*, qui a qualifié les préoccupations de la Russie de «grossière série de théories du complot, totalement infondées et irresponsables».

La Chine demande la destruction des armes biologiques et chimiques

Lors de cette réunion du Conseil de sécurité, l'ambassadeur chinois *Dai Bing* a demandé aux pays possédant des armes de destruction massive (ADM), y compris des armes biologiques et chimiques, de détruire leurs stocks: «Nous nous opposons fermement au développement, au stockage et à l'utilisation d'armes biologiques et chimiques par tout pays, quelles que soient les circonstances, et nous demandons aux pays qui n'ont pas encore détruit leurs stocks d'armes biologiques et chimiques de le faire dès que possible. Tout indice d'activités biomilitaires devrait être un motif de grande préoccupation pour la communauté internationale». La Chine a appelé toutes les parties concernées à répondre dans les meilleurs délais aux questions pertinentes et à fournir des clarifications complètes afin de dissiper les doutes légitimes de la communauté internationale.

Il est probable que les médias dominants accorderont une grande attention aux déclarations des Etats-Unis et du Royaume-Uni et ignoreront délibérément les preuves fournies par les propositions de la Russie et de la Chine.

Il y a encore d'autres mauvaises nouvelles pour la paix et le développement durable. Des mauvaises nouvelles pour le désarmement, en particulier le désarmement nucléaire; et des mauvaises nouvelles pour les budgets militaires en constante augmentation et le gaspillage des ressources pour la course à l'armement et la guerre. Nous venons d'apprendre la candidature de la Finlande et de la Suède à l'adhésion à l'OTAN. Se rendent-ils compte qu'ils rejoignent ainsi une «organisation criminelle» au sens de l'article 9 du Statut du Tribunal de Nuremberg? Sont-ils conscients du fait qu'au cours des 30 dernières années, l'OTAN a commis le crime d'agression et des crimes de guerre en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie? Bien sûr, l'OTAN est restée impunie jusqu'à présent. Mais le fait qu'elle «reste impunie» ne rend pas ces délits moins criminels.

Crédibilité gravement atteinte

La crédibilité du Conseil des droits de l'homme n'est certes pas encore anéantie, mais nous devons admettre qu'elle est gravement atteinte. Malheureusement, le Conseil de sécurité ne mérite pas que des louanges non plus. Tous deux sont des arènes de gladiateurs dans lesquelles les pays s'efforcent de marquer des points. Ces deux institutions deviendront-elles un jour des forums civilisés destinés à des débats constructifs sur des questions de guerre et de paix, de droits de l'homme et de survie de l'humanité? •

Source: *Counterpunch* du 18 mai 2022

(Traduction *Horizons et débats*)

* Alfred de Zayas est Professeur de droit international à l'Ecole de diplomatie et de relations internationales de Genève, en Suisse. De 2012 à 2018, il a été expert indépendant de l'ONU sur l'ordre international. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, le dernier étant «Building a Just World Order», Clarity Press, 2021.

L'Europe peut-elle exister sans la Russie?

par Michel Pinton

La question qui fait le titre de cet article était celle posée aux participants d'un séminaire que j'ai eu l'honneur d'organiser il y a trente ans. C'était en 1994. La Russie s'extrait péniblement des ruines de l'empire soviétique. Sa longue captivité l'avait épuisée. Enfin rendue à la liberté, elle n'avait qu'une aspiration: être elle-même. Il lui fallait refaire ses forces. J'entends par là non seulement sa prospérité matérielle que les bolcheviks avaient dilapidée, mais aussi ses relations sociales saccagées, son ordre politique effondré, sa culture déformée et même son identité perdue.

Je siégeais alors au Parlement européen. Il me semblait indispensable de comprendre ce qu'était la Russie nouvelle, quel chemin elle prenait et comment l'Europe de l'Ouest pouvait collaborer avec elle. J'eus l'idée de conduire à Moscou une délégation de députés afin de discuter de ces sujets avec nos homologues de la Douma fédérale. J'en parlai à Philippe Seguin, qui présidait alors l'Assemblée nationale française. Il s'associa immédiatement à mon projet. Les parlementaires russes répondirent à notre sollicitation en nous invitant à venir. D'un commun accord, nous choisîmes d'élargir nos délégations respectives à des experts de l'économie, de la défense, de la culture et de la religion, de façon que leurs pensées éclairaient nos débats.

Nous voulions poursuivre la politique de l'entente

Seguin et moi n'étions pas poussés seulement par la curiosité que nous inspirait cette nation alors indéfinie. Nous nous considérions comme les héritiers d'une école française selon laquelle l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural et son unité n'est pas que géographique, mais aussi humaine. Nous estimions, nous aussi, que ni la paix, ni le développement économique, ni le progrès des idées ne pourraient s'établir durablement sur notre continent si ses nations s'entredéchiraient ou même s'ignoraient. Nous voulions continuer la politique d'entente et de coopération commencée par Charles de Gaulle de 1958 à 1968 et reprise brièvement en 1989 par François Mitterrand dans sa proposition de «grande confédération» européenne.

Nous savions qu'il y avait un obstacle à notre projet: il s'appelait l'OTAN.

De Gaulle avait lancé un sévère avertissement face à l'OTAN

De Gaulle, le premier, n'avait cessé de dénoncer ce «système grâce auquel Washington dispose de la défense et par conséquent de la politique et même du territoire de ses alliés européens». Il avait affirmé qu'il n'y aurait jamais «d'Europe vraiment européenne» tant que ses nations de l'Ouest ne se seraient pas affranchies de «la pesante tutelle» que le Nouveau Monde exerçait sur l'Ancien. Il avait montré l'exemple en «dégageant la France d'une intégration sous commandement américain». Les autres gouvernements n'avaient pas osé le suivre. Mais la chute de l'empire soviétique en 1990 et la dissolution du *pacte de Varsovie*, nous semblait justifier la politique du Président français: il était évident que l'OTAN, ayant désormais perdu sa raison d'être, devait disparaître.

Rien ne s'opposait plus à une étroite entente entre tous les peuples de l'Europe. Seguin, en homme d'Etat visionnaire, imaginait déjà «une organisation de sécurité propre à l'Europe» sous la forme «d'un Conseil de sécurité européen au sein duquel quatre ou cinq de ses principales puissances, dont la Russie et la France, disposeraient d'un droit de veto».

Un séminaire à Moscou, 1994

C'est avec ces idées que je m'envolais pour Moscou. Seguin fut retenu à Paris par une contrainte imprévue de la session parlementaire française. Notre séminaire dura trois jours. L'élite russe y vint avec autant d'empressément que les représentants de l'Europe de l'Ouest. De nos échanges, je retins un enseignement principal: nos interlocuteurs étaient hantés par deux interrogations fondamentales pour l'avenir de leur nation: qui est russe? d'une part; comment assurer la sécurité de la nouvelle nation? de l'autre.

«A l'ouest de l'Europe, l'organisation militaire dirigée par Washington est vue comme une garantie bénigne contre les retours éventuels de l'histoire. Elle permet aux peuples membres de l'Union européenne de toucher sans aucune inquiétude, «les dividendes de la paix» extérieure comme l'Union le fait pour la paix intérieure. En Russie, l'Otan apparaît comme une menace mortelle. Elle est l'instrument d'une puissance qui a montré à de multiples reprises depuis la chute du mur de Berlin, sa volonté de domination mondiale et d'hégémonie sur l'Europe. L'inclusion de la Pologne, des trois pays baltes et de la Roumanie, tous si proches de la Russie, dans les territoires couverts par la protection de l'Amérique a été applaudie à l'Ouest. Elle a soulevé à Moscou alarme et colère.»

La première question se traduisait en délicats problèmes de frontières et d'indépendances au sein de l'ancienne Union soviétique. La seconde était la résurgence des souvenirs tragiques des invasions du passé. Il y avait ceux qui pensaient que les réponses étaient à trouver dans des échanges fraternels avec l'Europe de l'Ouest; dont les nations avaient appris à vivre côte à côte en paix, et puis il y en avait d'autres qui, rejetant l'idée d'une vocation européenne de la Russie, lui voyaient un destin à part, qu'ils appelaient «eurasiatique». Bien entendu, c'est le premier groupe que nous encourageâmes. C'est à lui que nous apportâmes nos propositions. Il était, à l'époque, dominant.

Pourquoi la Russie n'est pas comprise

Relisant trente ans après les minutes de ce séminaire, j'ai le cœur serré d'y découvrir l'avertissement que nous lançait un académicien éminent, membre du Conseil présidentiel de l'époque: «Si l'Ouest ne montre aucune volonté de comprendre la Russie, si Moscou n'acquiesce pas ce à quoi elle aspire –

rassembler toutes les populations se réclamant de la mère-patrie, établir des relations stables et confiantes avec les peuples frères de Biélorussie, d'Ukraine et du Kazakhstan, et bâtir un système de sécurité qui la protège des dangers extérieurs.

Les dirigeants d'Europe occidentale ont eu une préoccupation toute différente. Depuis la chute du mur de Berlin, ils ont porté leur attention, donné leur énergie, et accordé leur confiance à ce qu'ils ont appelée «Union européenne». Le traité de Maastricht, la construction de la monnaie unique, la «constitution» de Lisbonne, voilà à quoi ils ont travaillé, à temps presque complet.

Les élites occidentales considéraient que l'existence des nations était dépassée

Tandis qu'à l'Est on faisait des efforts laborieux pour rattraper le temps perdu dans l'histoire nationale, à l'Ouest, les élites ont été emportées par une mystique irrésistible, celle du dépassement des nations et de l'organisation rationnelle de l'espace européen. Le problème

«La course aux armements reprend; et, plus encore que la chute vertigineuse des échanges économiques, c'est la fin des échanges d'idées qui menace chacune de ses deux parties. Le grand Européen que fut Jean-Paul II disait que notre continent ne pouvait bien respirer qu'avec ses deux poumons.»

un système européen de sécurité effective – si l'Europe n'évite pas notre isolement, alors la Russie reprendra la quête de son ancien statut de grande puissance. Elle ne se satisfera pas du status quo et reste donc un facteur de déstabilisation possible.»

Pourquoi notre génération a-t-elle échoué si pitoyablement?

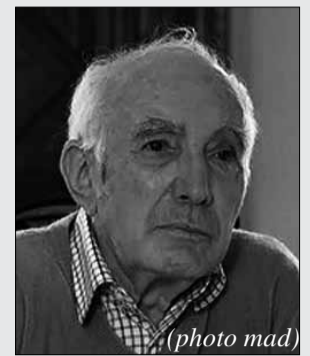
En 2022, c'est précisément ce qui se passe. Pour quelles raisons notre génération d'Européens a-t-elle aussi lamentablement échoué dans l'œuvre unificatrice qui, en 1994, semblait à portée de la main?

On a tendance, chez nous, à en faire retomber la responsabilité exclusive sur un homme: *Poutine*, «dictateur impitoyable, menteur invétéré, nostalgique d'un empire disparu», qu'il faut combattre, voire éliminer, afin que la démocratie, trésor précieux de l'Occident, l'emporte aussi en Orient.

C'est à cette tâche que nous appelle le Président des Etats-Unis, *Joe Biden*. Son explication à l'avantage d'être simple mais elle est trop intéressée pour être accueillie sans examen. Ceux qui ne se laissent pas dominer par les émotions de l'actualité, n'ont pas de mal à comprendre que le problème posé à l'Europe est beaucoup plus complexe et profond.

L'Occident s'est distancié de plus en plus de l'Est

On peut résumer l'histoire de notre continent depuis trente ans en la caractérisant par un éloignement progressif de l'Est et de l'Ouest. Dans l'ancien empire soviétique, la préoccupation principale a été, et est encore, de construire des nations qui renouent avec leur passé, soient à nouveau elles-mêmes et vivent en sécurité. Pour la Russie, cela a signifié:



hd. Michel Pinton, né en 1937, polymécanicien de formation, est un homme politique français et auteur. Dans les années 60, il a travaillé aux Etats-Unis sous Robert Kennedy et plus tard à l'Université de Princeton, où Valéry Giscard d'Estaing – alors ministre français des Finances – l'a rencontré en 1968 lors d'une conférence. Spécialiste des sondages et des campagnes électorales, Michel Pinton devient l'un des collaborateurs de Giscard d'Estaing, élu président de la République en 1974. Membre fondateur de l'UDF (Union pour la démocratie française), il est nommé délégué général du parti en 1978 et secrétaire général en 1981. Opposé à la dissuasion militaire, il démissionne de son poste de secrétaire général du parti en 1983 et le quitte. En 1992, il prend position contre la monnaie unique, l'euro. De 1993 à 1994, il est député au Parlement européen et de 1995 à 2008 maire de la commune française de Felletin. En 1998, il a adhéré au Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement.

continent? Parce que sa classe dirigeante a choisi, de façon constante, de donner une priorité absolue à la mystique de «l'Union européenne». Par conséquence logique, elle s'est laissé entraîner vers son complément naturel, l'Otan. Jacques Chirac a participé, avec réticence certes, mais de façon explicite, à l'expédition décidée par Washington contre la Serbie.

Sarkozy a franchi le pas de la ré-adhésion. Hollande et Macron nous ont attachés de plus en plus étroitement à l'organisation dirigée outre Atlantique. Dès lors, nos Présidents ont perdu beaucoup de crédit quand ils prétendent agir pour la paix et l'entente en Europe. Un sursaut les a conduits parfois à rejeter la tutelle américaine et à reprendre la mission que De Gaulle avait commencée. Chirac refusant de participer à l'agression américaine contre l'Irak, Sarkozy réglant avec Moscou les conditions d'un armistice en Géorgie, Hollande négociant les accords de Minsk pour mettre fin aux combats en Ukraine, furent des actes dignes de notre vocation en Europe. Nous avons même réussi à y associer l'Allemagne. Mais hélas, ces sursauts furent improvisés, partiels et de courte durée.

«Un abîme d'incompréhension divise l'Europe»

C'est par cet enchaînement que l'Europe s'est à nouveau coupée en deux. La malheureuse Ukraine, située sur la ligne de fracture du continent, est la première à en payer le prix dans le sang, les larmes et les destructions. La Russie la revendique au nom de l'histoire. L'Union européenne en fait autant en vertu de droits démocratiques qui, selon elle, transcendent l'histoire. L'Otan profite de cette querelle insoluble pour avancer silencieusement ses pions et rendre plus compliquée encore l'issue de la guerre.

Un abîme d'incompréhension divise l'Europe; une guerre cruelle la déchire; un nouveau rideau de fer commence de séparer son espace; la course aux armements reprend; et, plus encore que la chute vertigineuse des échanges économiques, c'est la fin des échanges d'idées qui menace chacune de ses deux parties. Le grand Européen que fut Jean-Paul II disait que notre continent ne pouvait bien respirer qu'avec ses deux poumons. Voici qu'à l'ouest comme à l'est, on se condamne à ne respirer qu'avec un seul. C'est de mauvais augure pour les deux moitiés.

Et la France?

Et la France? Pourquoi n'a-t-elle pas essayé d'empêcher la division progressive de notre

Et si la démocratie allemande restait fidèle à elle-même...?

L'Allemagne dans l'impasse du défi ukrainien

par Karl-Jürgen Müller

Poussés par d'autres pays de l'OTAN et par les médias privés et publics allemands, la plupart des hommes et femmes politiques et des représentants des autorités du pays rivalisent, depuis le 24 février 2022, de rhétorique hostile envers la Russie et de serments d'allégeance envers l'alliance transatlantique. Tout cela s'exerce avec une intensité jamais vue auparavant, même pas pendant la première Guerre froide. Jusqu'à présent, il n'y a aucun signe d'atténuation. Les exemples les plus récents sont la déclaration gouvernementale du Chancelier allemand devant le Bundestag allemand, le 19 mai, et les réactions qu'elle a soulevées. Il en est de même du discours du Président de l'*Office fédéral allemand de protection de la Constitution* du même jour.

Pour quelles raisons ce discours de *Thomas Haldenwang* mérite-t-il notre attention? Malheureusement toutes ces prises de position étayent le fait qu'en Allemagne, les chefs et les représentants des autorités ne parlent qu'une langue, celle de la politique politique. C'est une attitude servile qui n'a plus rien à voir avec les exigences des Allemands d'antan, (après 1945) par rapport à la nouvelle génération de leurs leaders politiques. Ces derniers doivent (selon l'esprit du Grundgesetz allemand) être des modèles de pensée indépendante, animés par l'idée du bien commun et soumis à la Constitution du pays ainsi qu'au droit et à la loi. Ils doivent se déterminer clairement face aux médias et aux mouvances politiques à la mode.

Sergueï Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, a tenté de caractériser la situation actuelle des Etats occidentaux, dans un discours du 14 mai 2022, affirmant que l'Occident avait «déclaré une guerre hybride totale» à la Russie, pour y ajouter: «Ce qui est étonnant, c'est que dans presque tous les pays «civilisés», une russophobie furieuse se répand. Ils ont jeté aux orties ce qu'ils considéraient jadis être politiquement correct, leur décence, leurs règles et leurs propres normes juridiques.»

Il serait frivole de prendre de telles paroles comme de la propagande russe.

Un discours officiel devenu insupportable

Ce que nos médias, nos politiciens, nos représentants des autorités débattent actuellement tous les jours est devenu insupportable. Si l'on ne veut pas y participer, ni s'y soumettre, ni anesthésier sa pensée et ses sentiments, une telle attitude n'est abordable qu'en analysant les faits et le comportement de nos «responsables». Cela nécessite d'être inspiré par le bon sens et de faire preuve d'un certain recul, en ne se laissant pas trop entraîner uniquement par les émotions. En effet, au vu de la tragédie qui n'a pas commencé le 24 février 2022, mais bien auparavant, qui ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais l'état global de notre monde actuel, nous devons tout de même garder une certaine insistance et confronter ce qui se passe et ce qui se dit avec ce qui reste «normal», raisonnable et émotionnellement approprié. Quant aux délibérations dans la Diète allemande de ce 19 mai 2022, je ne peux pas m'empêcher d'imaginer ce qu'aurait pu être, à cette occasion, un autre discours tenu par notre Chancelier, un discours ayant pris au sérieux les propos du Ministre russe des Affaires étrangères, formulés cinq jours auparavant, un discours qui aurait permis de tendre la main à la paix.

Idées clés d'un autre discours «allemand» face au monde actuel

Il n'est bien sûr pas question ici de formuler le texte complet d'un tel discours; quelques idées clés suffisent.

Le Chancelier allemand aurait pu commencer son discours en énonçant la *Charte des Nations unies* de juin 1945, qui a vu le jour par la tentative de nombreux hommes et femmes politiques sérieux du monde entier, bouleversés par la mort et la destruction et épris de la volonté de créer, après la fin de la guerre mondiale, la base d'une coexistence pacifique et de nations souve-

raines et égales entre elles, de peuples autodéterminés. Et combien il était déjà difficile à l'époque de passer des paroles aux actes! Car quelques semaines seulement après l'adoption de la Charte et l'espoir d'un monde meilleur, les pilotes de bombardier d'un membre fondateur de l'ONU ont largué les deux premières bombes atomiques sur le Japon, tuant ainsi des dizaines de milliers d'innocents.

Le Chancelier allemand aurait ensuite pu évoquer les plus de 10 millions d'autres morts de la guerre entre 1945 et 1990, l'échec de la communauté mondiale et notamment des grandes puissances, les anciennes et les nouvelles, à placer leurs propres intérêts, politiques et financiers, au-dessus de ceux promouvant le *bien commun* de tous les habitants de la planète. Il aurait ensuite pu insister sur les espoirs des hommes et des femmes du monde entier de pouvoir construire un monde plus pacifique et plus juste après 1990, après la fin de la Guerre froide et de nombreuses guerres chaudes.

Amère déception aux quatre coins du monde

Il aurait également dû insister sur l'amère déception éprouvée, dans de nombreux endroits du monde, lorsqu'un état de ce monde unique, poussé par ses forces influentes, s'est érigé en seule puissance mondiale infligeant à de nombreux Etats et peuples de nouvelles guerres et autres fléaux. Ce dernier se montrait réticent à accepter l'égalité des peuples et des Etats du monde concernant leur souveraineté. Au contraire, il considérait les autres peuples et Etats comme ses vassaux, comme des nouvelles colonies! Dans ce contexte, le chancelier aurait dû parler de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine ... et de l'Europe elle aussi et de sa fonction de «tête de pont» qui lui était assignée sur le continent eurasiatique, sorte de terrain intermédiaire devant le «trou noir» – c'est ainsi que, dans les années 1990, certains occidentaux parlaient de la Russie; de la croyance des peuples anglo-saxons en leur mission particulière dans le monde; et des «Five Eyes» et de leur prétention à pouvoir mettre le monde entier sous surveillance.

L'Allemagne toujours en quête de sa souveraineté – avec une élite qui refoule sa devise essentielle: «Non, plus jamais la guerre!»

Le Chancelier allemand aurait également pu parler de la manière dont son propre pays, l'Allemagne, a échoué dans sa tentative de devenir un pays réellement souverain avec un peuple autodéterminé – bien que cela ait été officiellement annoncé en 1990. Il aurait pu et dû insister sur le fait suivant: l'Alle-

magne réunifiée après 1990 n'avait malheureusement contribué que peu à la paix dans le monde. En effet, son gouvernement et son parlement ont enfreint de façon flagrante leurs promesses. Lors des guerres des Balkans des années 1990 (et non pas là seulement), elle avait mené une politique de puissance et d'intérêt, devenant ainsi Etat coresponsable de ces guerres. Oui, il aurait pu et dû avouer que son pays, l'Allemagne, s'était rendu complice d'une guerre d'agression contre un autre pays européen en 1999, en violation du droit international. Il a ainsi été coresponsable de la destruction de ce pays avec tous ses morts. Il aurait dû ajouter qu'après 1990, les hommes et les femmes politiques de son pays avaient contribué activement à faire oublier cette devise si honorable du «Plus jamais de guerre» voulant, au contraire, «normaliser» pas à pas la participation allemande aux guerres en appliquant la «tactique du salami».

Le Chancelier allemand aurait pu conclure en affirmant son profond regret face à tout cela, qu'il avait honte de cette politique injuste et violente et qu'il éprouvait une profonde compassion pour les victimes de cette politique.

Prendre la Russie au sérieux

En plus, le Chancelier allemand aurait pu (et dû) dire qu'après 1990, les relations de l'Allemagne avec la Russie n'étaient pas non plus équitables et ouvertes, que l'Allemagne n'avait pas répondu honnêtement aux nombreuses offres de coopération de la Russie et qu'elle était coresponsable de la tragédie qui se déroulait, depuis de nombreuses années, en Ukraine. En déclarant cela, il aurait été aussi honnête que de mise d'ajouter qu'il voulait enfin prendre au sérieux ce à quoi le Président russe a insisté et réinsisté depuis deux décennies, récemment le 9 mai 2022, en affirmant: «C'est surtout après l'effondrement de l'Union soviétique que les Etats-Unis ont commencé à glorifier leur position d'exception, humiliant ainsi non seulement le monde, mais aussi leurs satellites, qui doivent dorénavant faire semblant de ne pas le remarquer et avaler le crapaud avec déférence. Mais nous sommes des nations différentes. La Russie est de caractère tout différent. Nous n'abandonnerons jamais notre amour pour notre patrie, notre foi et nos valeurs traditionnelles, nos coutumes ancestrales et notre respect pour tous les peuples et toutes les cultures.»

Oui, le Chancelier allemand aurait pu dire qu'il ne fallait pas faire de la Russie le bouc émissaire des perturbations économiques en Allemagne et dans de nombreux autres pays du monde, en particulier dans les pays déjà pauvres; qu'il y avait, une fois de plus, des profiteurs de la guerre au détriment des intérêts de la totalité des habitants de notre pla-

nète et qu'il serait très utile de regarder de plus près les mauvaises décisions de politique économique et financière des dernières décennies, les conséquences désastreuses de notre propre politique de sanctions, de nos bourses et des détenteurs des grandes fortunes dans nos pays.

Enfin, il aurait dû également déclarer, à haute voix, qu'il ne supportait plus le manque de respect des hommes et des femmes politiques impliqués dans la politique politique et des autres «élites» de son pays envers les autres pays et gouvernements, ainsi qu'il ne supportait plus que l'on s'érige en juge du bien et du mal, alors que l'Allemagne avait toutes les raisons du monde de faire son autocritique et qu'elle devait enfin s'attaquer à ses propres problèmes politiques, économiques et sociaux.

Nous avons besoin d'un vrai «changement d'époque»

C'est pourquoi le Chancelier allemand aurait pu (et dû!) dire qu'il était grand temps de s'engager sur une autre voie, totalement différente, celle d'un véritable «changement d'époque» reconnaissant qu'un monde plein d'images hostiles, une Europe en position d'hérissse contre la Russie, ne peut pas être une perspective, mais seulement une sorte d'autodestruction pour toute l'Europe... et que c'était pourquoi il voulait changer le cours de la politique allemande, la transformer fondamentalement; ajoutant qu'il voulait également implanter cette idée dans l'UE, dans toute l'Europe et même auprès de ses alliés américains. Qu'il voulait désormais honorer pleinement son serment, déposé lors de sa prise de ses responsabilités de Chancelier allemand, à Berlin (face à ceux qui représentaient le peuple allemand), de «consacrer ses forces au bien-être du peuple allemand, accroître son utilité et lui éviter des dommages.» Et tout cela, surtout, en appliquant l'injonction de la Loi fondamentale qui prescrit à l'Allemagne de «servir la paix du monde».

Avec sa plus profonde conviction et de toutes ses forces, il aurait dû ajouter que la voie actuelle est une impasse: pour la politique, l'économie, la culture ... pour la grande majorité des êtres humains. Autrement il se pourrait que l'humanité n'ait plus jamais de «chance»...

Le 19 mai 2022, le Chancelier allemand aurait pu (et dû, selon son serment) déclarer tout cela et bien d'avantage encore. Nous devons vivre avec le fait qu'il ne l'a pas fait ... cela aurait été tout à fait improbable et le sera très probablement aussi dans un avenir proche. Mais cela renforce notre propre pensée aussi et calme nos sentiments.

N'oublions pas que chaque être humain a la capacité innée d'imaginer des alternatives à ce qui s'est avéré être une impasse. •

Courrier  des lecteurs

Mes réflexions sur la guerre et la paix

Lorsque je lis les articles sur la guerre de Trente Ans (1618–1648) en Europe, je me demande quelles sont les raisons qui ont poussé les gens à s'entretenir, à piller et à brûler les maisons des autres. J'ai compris que cela relevait avant tout de conceptions différentes de la notion de Dieu et de ce qui se passe à la sainte messe et à la sainte Cène. Rétrospectivement, cela me semble difficile à comprendre.

L'histoire montre qu'au nom de Dieu et des convictions religieuses, des millions d'autres croyants et d'incroyants ont été tués. Cette croyance en sa propre infaillibilité a été fatale non seulement aux croyants des différentes religions (juifs de l'*Ancien Testament*, chrétiens, musulmans etc.), mais aussi face aux idéologies modernes, le nazisme et le communisme. Lorsque je pense au rôle joué par les grandes armées, le nom de *Tolstoï* me vient à l'esprit. Dans les manuels et les livres historiques, ce ne sont pas les hommes

pacifiques qui y sont vénérés, mais ceux qui ont sacrifié le plus grand nombre d'êtres humains, tels *Alexandre le Grand*, *Charlemagne*, *Frédéric le Grand*, *Catherine la Grande* etc. *Napoléon Bonaparte* a sa tombe au Panthéon.

Les hommes d'aujourd'hui sont-ils devenus plus intelligents? Au lieu de vérités religieuses, nous défendons les principes modernes comme la liberté et la démocratie. Nous, les Occidentaux, croyons en nos valeurs occidentales que nous voulons défendre à tout prix. Ces valeurs sont comparables aux valeurs religieuses qui ont conduit à la guerre de Trente Ans au XVII^e siècle. Certes nous ne représentons qu'environ un dixième de la population mondiale, mais nous sommes convaincus que le monde entier doit adopter notre mode de pensée. Par exemple nous ne tolérons pas que les Russes et les Chinois veuillent vivre selon leurs propres règles. Pourquoi les Occiden-

taux doivent-ils s'immiscer dans le monde entier et répandre leur système par la force? Selon toutes les règles de la propagande de guerre, une fois la guerre déclenchée, les parties se ferment aux arguments et aux craintes de l'autre côté, devenus ennemis. Il s'est souvent avéré efficace de diaboliser l'adversaire et de le traiter de sous-homme n'accomplissant que des atrocités.

Si on réfléchit un peu plus loin on est amené à conclure: une fois suffisamment d'armes livrées, suffisamment de dégâts causés et suffisamment de soldats tués, les belligérants n'auront pourtant pas d'autre issue que de se mettre ensemble à une table de négociations et de chercher un nouveau départ. A moins qu'une guerre nucléaire ne détruise ce dernier espoir qui nous reste.

Hans Jordi, Braunau (TG)

(Traduction *Horizons et débats*)

La détresse des Syriens, résultat d'un mauvais calcul politique

par Karin Leukefeld



ef. Depuis 2011 et le début de la guerre en Syrie, Karin Leukefeld, journaliste freelance, fait la navette entre Damas, Beyrouth ainsi que d'autres lieux du monde arabe et son domicile de Bonn. Elle a publié de nombreux livres, notamment: «Syrien zwischen Schatten und Licht – Geschichte und Geschichten von 1916–2016. Menschen erzählen von ihren zerrissenen Land» (La Syrie, entre ombre et lumière – Récits 1916–2016. Un pays déchiré, raconté par ses habitants) (2016, Rotpunkt Verlag Zürich) «Flächenbrand Syrien, Irak, die Arabische Welt und der Islamische Staat» (L'embrasement, Syrie, Irak, le monde arabe) (2015, 3. édition révisée en 2017, PapyRossa Verlag Köln). Elle publiera prochainement chez le même éditeur «Im Auge des Orkans: Syrien, der Nahe Osten und die Entstehung einer neuen Weltordnung» (Dans l'œil du cyclone: La Syrie, le Proche-orient et l'émergence d'un nouvel ordre mondial).

«En 2011, au début de la guerre en Syrie, le pays n'était pas endetté. Personne ne souffrait de faim et le tourisme était en plein essor. Les relations de la Syrie avec les pays voisins, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie, avaient été placées sous le signe d'une coopération économique et politique qui avait profité à tous. Les relations avec les pays européens avaient été jalonnées de nombreux accords et programmes d'échange.»

Tout comme l'Unicef et le PAM, de nombreuses organisations privées, confessionnelles, gouvernementales et onusiennes ont fait part de leurs revendications dès le début de la conférence de Bruxelles sur la Syrie. Les rapports sur les projets et les pays ont été actualisés afin de souligner l'urgent besoin de financement en provenance de l'UE et des Etats membres de l'UE pour maintenir l'aide humanitaire aux Syriens à son niveau actuel.

Tout le monde a déploré que la situation se soit détériorée «en raison de la guerre en Ukraine». Une majorité de participants a également souligné l'importance que revêt leur projet dans le nord-ouest de la Syrie – c'est-à-dire à Idlib – et la nécessité de maintenir l'acheminement de l'aide transfrontalière vers cette région depuis la Turquie.

Mardi – le deuxième jour de la conférence UE-Syrie – les pays participants ont mis sur la table leurs engagements financiers. L'Allemagne a généreusement proposé de verser 1,05 milliard d'euros. Les fonds devraient permettre d'améliorer sur plusieurs années «les perspectives au quotidien des personnes vivant en Syrie et dans les pays voisins très affectés par la guerre en Syrie, et qui ont accueilli des millions de réfugiés», précise-t-on à Berlin. Sur cette somme, 623 millions d'euros seront prélevés sur le budget du *Ministère du Développement et de la Coopération économique* (BMZ). La «profonde détresse» des Syriens est «encore exacerbée par l'augmentation du prix des céréales due à la guerre qui fait rage dans le «grenier à blé qu'est l'Ukraine», a fait savoir la ministre en charge du dossier, *Svenja Schulze*.

Josep Borrell, commissaire européen aux Affaires étrangères, a promis près de 1,6 milliard d'euros prélevés sur le budget de l'UE pour l'année 2022. A titre de comparaison, la Commission européenne a, selon ses propres informations, mis à la disposition des états membres de l'UE 3,5 milliards d'euros pour la prise en charge des réfugiés en provenance d'Ukraine – ce conflit qui perdure actuellement depuis huit semaines.

EU: ne pas laisser tomber la Syrie

Janez Lenarčič, commissaire européen chargé de la gestion des crises, avait déclaré avant la conférence de Bruxelles que l'UE «ne laisserait pas tomber» le peuple syrien. Il a ajouté «que l'accès à l'aide humanitaire devait être garanti à tous ceux qui en auraient besoin.»

En fait, le commissaire européen ne parlait pas d'un «libre accès à l'aide humanitaire» lequel devait provenir de partout, y compris également de Syrie. En fait, il évoquait plutôt des «livraisons d'aide transfrontalière» sans entraves, exclusivement acheminées depuis la Turquie vers Idlib, où elles sont destinées à secourir les personnes déplacées à l'intérieur du pays. Comme nous l'avons déjà décrit, ce sont des djihadistes proches d'Al Qaeda qui contrôlent Idlib, ville à partir de laquelle l'aide est ensuite acheminée sans encombre vers les zones sous contrôle turc et également sous le joug djihadiste – au nord-est d'Alep.

Ces livraisons d'aide humanitaire sont de facto contrôlées à Idlib par le «Gouvernement du Salut» qui y est installé et qui dépend de l'organisation *Hai'at Tahrir ash-Sham* (HTS), proche d'Al-Qaeda. Les livraisons d'aide humanitaire qui, selon la résolution 2585 du Conseil de sécurité de l'ONU, devraient également être acheminées vers Idlib et le nord-est d'Alep en traversant la ligne de front – c'est-à-dire depuis la Syrie – ne sont pas subventionnées par l'UE et les Etats-Unis malgré la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Olivér Várhelyi, Commissaire européen à l'élargissement et à la politique européenne de voisinage, a attribué à «l'agression russe contre l'Ukraine» l'aggravation de la crise

humanitaire en Syrie et dans la région. La Commission européenne a rapidement débloqué 225 millions d'euros en faveur de son initiative de facilité alimentaire et de résilience et a élaboré un «plan économique et d'investissement» afin de soutenir «la reprise et la stabilisation socio-économiques à long terme de la région». Le terme «facilité de résilience» signifie «possibilité financière d'adaptation à des conditions défavorables».

L'UE a déclaré vouloir «mobiliser tous les dispositifs» pour aider le peuple syrien à parvenir à terme à «une solution politique négociée et à créer les conditions d'un avenir meilleur pour tous les Syriens», selon une déclaration publiée à l'occasion de la 6^e conférence des donateurs de l'UE. On peut toutefois se demander pourquoi organiser une sixième conférence des donateurs de l'UE, alors que l'UE est si désireuse de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider les Syriens. Depuis 2011, l'UE et les états membres ont injecté 27,4 milliards d'euros dans l'aide humanitaire pour la Syrie et la région. Pourquoi donc les conditions de vie dans la région continuent-elles à se dégrader?

La catastrophe en Syrie est le résultat d'un mauvais calcul politique

Les gouvernements et les groupes de réflexion occidentaux et européens considèrent la Syrie comme un «Etat en faillite». Les conséquences de la guerre, de la destruction et d'un exode massif des populations pèsent de tout leur poids sur le pays. Toutefois, la Syrie se retrouve contrainte à ne pouvoir reconstruire le pays par ses propres moyens. Le retrait des troupes étrangères et des unités de combat des régions riches en ressources du pays serait un préalable important. La Syrie devrait pouvoir contrôler souverainement ses frontières en concertation avec les pays voisins. Il faudrait lever les sanctions économiques imposées unilatéralement par l'UE et les Etats-Unis, qui touchent également les pays voisins et les entreprises non syriennes. Les Syriens qui le souhaitent devraient pouvoir revenir dans leur pays avec le soutien de l'ONU. L'UE et les Etats-Unis s'y refusent, prolongeant ainsi délibérément la crise humanitaire en Syrie, tout comme la détresse et l'absence de perspectives des réfugiés dans les pays voisins. La situation de crise est maintenue afin de faire pression sur le gouvernement de Damas et ses alliés, la Russie et l'Iran.

Dès lors que l'on instrumentalise les ressources naturelles pour en faire des armes, l'existence même se transforme en crise humanitaire

En 2011, au début de la guerre en Syrie, le pays n'était pas endetté. Personne ne souffrait de faim et le tourisme était en plein essor. Les relations de la Syrie avec les pays voisins, l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie, avaient été placées sous le signe d'une coopération économique et politique qui avait profité à tous. Les relations avec les pays européens avaient été jalonnées de nombreux accords et programmes d'échange.

Depuis le début de la guerre, la situation ne cesse de se détériorer. Les conséquences de la guerre et de l'antagonisme d'isolement politique exercé par l'UE et les Etats-Unis contribuent à la dégradation des conditions économiques et sociales de la société syrienne.

Un des signes de cette détérioration est la disparition d'une classe moyenne stabilisatrice. Le commerce du marché noir et la corruption augmentent. L'une des principales raisons de la précarité de la situation du pays réside dans le fait que la Syrie se voit refuser l'accès à ses ressources naturelles. L'eau, contrôlée à la fois par la Turquie – sur le cours supérieur de l'Euphrate – et par Israël – sur le

Golan syrien occupé et annexé – fait défaut. L'alimentation des pompes qui servent à faire remonter l'eau des réservoirs et des puits souterrains à la surface pour irriguer les champs, les vergers et les oliveraies, est sujette à de nombreuses coupures de courant. En Syrie règne la pénurie d'électricité, car les groupes armés ont délibérément détruit les infrastructures d'approvisionnement en énergie du pays. L'électricité est également devenue rare parce que la Syrie n'a plus accès à ses ressources pétrolières et gazières du nord-est du pays, contrôlé par les troupes américaines et des acteurs locaux. De même, le coton de la vallée de l'Euphrate, le blé de Hasaka ou les oliviers d'Afrin sont désormais hors de portée de la Syrie. Les ressources importantes du pays sont occupées et contrôlées par des opposants au gouvernement, au détriment de tous les Syriens. Les discours prononcés lors de la 6^e conférence UE-Syrie n'en parlent pas.

Critique de Moscou

La Fédération de Russie – qui pour la première fois n'a pas été invitée à Bruxelles – a critiqué la conférence, la jugeant dépourvue de valeur si aucun des gouvernements syrien et russe n'était invité à y participer. Toujours selon Moscou, il n'y a pas d'efforts réels visant à résoudre les problèmes humanitaires urgents en Syrie. L'aide humanitaire se fait selon des principes établis et reconnus au niveau international et ne doit pas être politisée.

Les conférences de Bruxelles, en revanche, «sombraient de plus en plus profondément dans une politisation inconsidérée des questions humanitaires» selon la déclaration du ministère russe des affaires étrangères. L'Occident fait de son mieux pour empêcher les réfugiés syriens de rentrer chez eux et l'UE persisterait à ignorer la gravité de la situation dans laquelle sont plongés les pays voisins qui ont accueilli les réfugiés syriens. Washington et Bruxelles asphyxient le peuple syrien en imposant des sanctions unilatérales illégales, a déclaré le quotidien syrien «Al-Watan», citant la réaction de Moscou. En Syrie, les Etats-Unis occupaient des territoires dans la région de Djazira (nord-est de la Syrie) ainsi qu'autour d'At Tanf, et ponctionnaient les ressources nationales syriennes. Les Américains et les Européens ont entravé la mise en œuvre de projets destinés à une première phase de reconstruction de la Syrie, comme le préconisait la résolution 2885 du Conseil de sécurité de l'ONU. Ils ont préféré imposer des conditions politiques préalables, et notamment le mécanisme de livraison d'aide transfrontalière (depuis la Turquie), qui viole la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie.

Trois fois non pour la Syrie

Dans une interview accordée au quotidien saoudien «Asharq Al-Awsat», qui paraît également en anglais, Borrell a confirmé que l'UE ne modifierait pas ses trois «lignes rouges» contre la Syrie. Pour elle, en ce qui concerne la Syrie, il n'y aurait pas de contribution à la reconstruction du pays, pas de levée des sanctions et pas de rétablissement des relations diplomatiques avec Damas «tant qu'il ne se sera pas produit de changement politique durable en conformité avec la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU». Borrell a également souligné que la Russie n'avait pas été invitée par l'UE à la conférence des donateurs. L'UE ne conviait que «des partenaires réellement désireux de contribuer à la paix dans le monde en venant en aide aux victimes du conflit», a déclaré le représentant de l'UE pour les affaires étrangères. «En agissant l'Ukraine, la Russie a prouvé qu'elle ne partageait pas cet intérêt». *Jens Lærke*, porte-parole du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations-unies (OCHA), a entre-temps fait savoir que l'ONU ne participerait pas à l'organisation de cet «événement annuel important» à Bruxelles. L'UE avait pris la décision de ne pas inviter la Fédération de Russie, a déclaré Lærke, qui n'a pas souhaité commenter cette décision, en réponse aux questions des journalistes. Toutefois, en tant que «membre de l'ONU et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU [...] la Fédération de Russie demeure un interlocuteur important».

(Traduction *Horizons et débats*)

«Des mains en or» – et comment y arriver

Pourquoi l'apprentissage d'un métier doit être estimé à sa juste valeur

par Eliane Gautschi, psychologue et pédagogue curative

«Noah, poids 3520 g, taille 49 cm», c'est ainsi qu'un jeune couple ami a annoncé récemment la naissance d'un fils, vivement attendu. Nous nous sommes réjouis avec eux. Naturellement, l'idée inévitable liée à ma profession me traversait: ces jeunes parents se retrouvaient donc devant la tâche d'introduire leur fils dans le monde. Dans quel monde? Cette préoccupation ne me concerne pas uniquement mais elle est aussi celle de maints parents et contemporains dont la conscience est éveillée.

L'école n'est plus celle que nous connaissions

Depuis cette annonce, quelque mois se sont écoulés. Récemment, les jeunes parents m'ont confié que leurs pensées tournaient souvent autour de l'avenir de leur fils. Comment vivra-t-il l'école? Quel sera son choix de profession? Et beaucoup d'autres questions encore. Leurs pensées allaient loin dans l'avenir, il est vrai, mais témoignaient de leur vif sentiment de responsabilité.

La maman craint avant tout que son enfant ne profite plus, dans l'état actuel de nos écoles publiques, d'un enseignement vraiment guidé. C'était déjà le cas lors de sa scolarité à elle. Elle avait dû se battre avec un plan hebdomadaire et organiser elle-même son apprentissage, dans le cadre de l'enseignement dit «d'atelier». Le mot magique en est toujours SOL/OAA («l'Organisation autonome de l'apprentissage») – les élèves l'appellent souvent, ironiquement «l'Organisation de l'apprentissage en absence» (des enseignants!). «Les enseignants ne corrigeaient même plus les devoirs», dit la jeune maman dont l'indignation se manifeste aujourd'hui encore. Le jeune père a vécu des choses semblables. C'est seulement plus tard qu'il a appris à écrire avec moins de fautes. A l'école, il devait apprendre à lire et à écrire selon une méthode, très répandue à l'époque, où les enfants étaient abandonnés à eux-mêmes susceptibles d'apprendre à lire et à écrire à l'aide de petites images. «J'ai appris ainsi, livré à moi-même, comment faire le plus de fautes possibles», disait-il, de façon laconique. Cela lui a porté préjudice pendant toute sa carrière scolaire et jusqu'à aujourd'hui.

Maintenant les deux parents réfléchissent s'il ne faudra pas faire des économies pour pouvoir choisir une école correspondant à la qualité de leurs propres exigences. «Nous voudrions une vraie école où on guide les enfants, où la matière à apprendre est organisée de façon logique, où les enfants peuvent s'acquérir leurs connaissances et facultés ensemble et former une communauté, en classe. C'est très important pour la collaboration d'équipe, très demandé aujourd'hui», dit le père.

Porsche et fleurs

Les deux, malgré leurs carrières scolaires peu encourageantes, ont quand même pu suivre un apprentissage professionnel avec succès et avec de bonnes notes finales. Le père a redou-



(photo Caro)

blé une classe. En dépit de ses difficultés, il a réussi à passer son apprentissage comme spécialiste en montage automobiles, en ayant actuellement le poste de chef d'atelier dans un garage. «Porsche» dit-il en souriant, pour ajouter que l'apprentissage était pour lui «une deuxième chance». La maman de Noah, elle aussi, se montre ravie de son apprentissage de fleuriste. Elle affirme, elle aussi, avoir passé cet apprentissage avec beaucoup de satisfaction et se montre fière d'avoir été capable d'apprendre, sans problème, la multitude des noms de plantes et de fleurs. Actuellement elle dispose de connaissances larges en botanique, flore et dans la créativité.

Ce n'est pas l'intelligence – le «pool des talents» examiné de près

Les deux jeunes gens confirment ce que la chercheuse suisse du domaine de l'éducation, Margrit Stamm², a vérifié avec ses enquêtes. Dans les années 2005 à 2009 elle a entrepris une étude représentative à long terme³ dans laquelle étaient impliqués 2706 apprentis se trouvant en première année et fréquentant les cours dans 21 écoles professionnelles en Suisse alémanique. Avec ces participants, la chercheuse réalisa, dans la phase initiale, deux tests examinant leurs performances cognitives. 196 des personnes enquêtées ont atteint des taux au-dessus de la moyenne et furent ensuite classés dans la catégorie «pool des talents», toutes professions confondues. Ensuite on les a comparées avec un groupe d'apprentis du même nombre terminant avec des résultats moyens en les mettant ensemble dans un groupe de sondage aléatoire. Cela a abouti à un échantillon de deux groupes qui se sont différenciés seulement par des résultats des tests d'intelligence initiaux. Ces personnes choisies étaient ensuite examinées régulièrement quant à leurs performances professionnelles, tout au long de leurs formations. Résultat intéressant: les talentueux commençant avec des taux élevés de performance cognitive n'atteignaient une valeur élevée de leurs tests uniquement au début de l'apprentissage. Vers sa fin, ils ont été rattrapés et même dépassés par le second groupe. C'est ce qui a conduit Stamm à la conclusion suivante: disposer d'une tête intelligente ne garantit pas encore l'excellence en forme de «mains en or», comme elle a précisé. Qu'est-ce qui en est donc décisif?

En dépit d'un parcours scolaire mitigé...

La prochaine tâche était de dévoiler ce secret car dans le meilleur tiers du classement on avait compté 58 personnes appartenant au

«pool des talents» et 61 dans l'autre groupe. Il s'était avéré que 30 % parmi eux ne disposaient que d'un diplôme de fin d'études secondaires inférieures, 45 % d'école secondaire et 25 % d'un certificat pré-gymnasial (lycée); 23 % avaient redoublé une classe, 10 % même deux fois tandis que 30 % étaient désignés avoir été des élèves plutôt «paresseux». Ce qui désignait ce groupe devant d'autres, c'était la motivation et l'identification avec le travail de ses membres, leur résistance au stress, leur effort et leur persévérance, qualités nettement plus prononcées chez eux que chez les autres personnes évaluées. En plus, il était significatif que le climat dans leurs entreprises de formation se distinguait par la reconnaissance de la performance, le soutien, le défi, l'animation et le training – circonstances qui s'avéraient jouer un rôle principal en vue de la performance professionnelle des jeunes.

Points forts, ressources et fausses attributions

En d'autres termes, l'étude de Margrit Stamm montre que lors de la sélection des apprentis, le regard devra moins se porter sur les caractéristiques négatives des jeunes, mais plutôt sur leurs forces et leurs ressources non découvertes encore. Car sinon, une vision étroite ou trop ciblée risque de faire entrave à la vue d'ensemble sur des jeunes qui conviennent à une formation professionnelle, les méconnaissant éventuellement par des préjugés.

Dans notre société, les formations académiques sont souvent appréciées davantage et associées à une intelligence supérieure à celle liée à l'apprentissage professionnel. Dans le contexte d'une activité artisanale réalisée par des professionnels adroits, le terme d'«intelligence pratique» est répandu (et souvent employé de manière plutôt négative). C'est pourtant erroné, car les «mains en or» ne reculent en rien devant une tête bien faite, tout comme les universitaires ne savent pas tout. Ils ne restent pas toujours dans leur fameuse tour d'ivoire des sciences et ne s'avèrent pas toujours être un peu gauches. Généraliser de telles attitudes n'est donc pas d'une grande utilité. Mais comment des jeunes deviennent-ils finalement des experts dans leurs métiers, exerçant en effet leurs professions avec des «mains en or»?

Qui est «intelligent»?

Aujourd'hui, un grand nombre de chercheurs admet que l'intelligence n'est pas une grandeur immuable et innée, mais qu'elle peut évoluer positivement tout au long de la vie (cela réussit mieux dans un environnement favorable).

Cependant, le fait que les différentes cultures définissent différemment la notion d'intelligence n'est généralement pas pris suffisamment en compte. Ainsi, dans d'autres cultures, les capacités d'écouter, de communiquer, de demander un conseil aux adultes ou de s'engager dans la vie en commun est considérée comme un signe d'intelligence élevée. C'est pourquoi les tests d'intelligence en vogue sous nos latitudes sont souvent critiqués du fait qu'ils n'intègrent peu de telles compétences et qu'ils ont été développés exclusivement selon les standards caractérisant notre culture occidentale. Les tests dits culturellement équitables n'échappent non plus à ces critiques car selon eux, ces tests n'empêchent pas non plus des résultats préconçus et de désavantager les groupes minoritaires.

Eviter les vues préconçues lors du choix de la profession

Aujourd'hui encore, l'opinion selon laquelle l'intelligence académique serait l'unique porte d'accès à la réussite professionnelle et à la vie est très répandue. De nombreux parents et parfois même des enseignants considèrent à tort l'apprentissage professionnel comme une voie moins prometteuse, réservée avant tout aux jeunes réussissant moins bien à l'école et ne parvenant pas à entrer au lycée. C'est pourquoi, dès que le choix de la profession se présente, il faut aussi impliquer les parents, car ils restent les principaux responsables dans ce domaine.

Cela ne mène à rien si nous opposons la voie académique à la formation professionnelle. Ce qu'il faut éviter c'est la vue souvent trop étroite, encombrée d'idées toutes faites sur l'apprentissage d'un métier (risquant d'être considéré ainsi comme étape de passage sur la voie vers une des Hautes écoles spécialisées). Il existe aujourd'hui un large éventail de formations professionnelles exigeantes et attrayantes, même pour les jeunes ayant de bons résultats scolaires. Et c'est là que doit intervenir l'intelligence pratique, souvent sous-estimée.

Vers une définition de l'intelligence pratique

Si l'on n'est pas satisfait de la performance d'un artisan, on part souvent du principe qu'il n'a pas acquis les connaissances nécessaires pendant sa formation. Derrière cette idée se cache l'hypothèse selon laquelle le savoir est la seule condition indispensable au savoir-faire et à la capacité de résoudre des problèmes. On met ainsi entre parenthèses la grande importance de l'intelligence pratique. Car entre le savoir et le savoir-faire, voire l'expertise, il y a quelques étapes qu'il ne faut pas omettre. Il ne s'agit pas non plus uniquement d'assiduité et de motivation. Il n'est pas non plus utile, dans la vie pratique, d'être capable de discuter des problèmes de manière trop scientifique. Ce qui est décisif pour un professionnel pratique, c'est une approche compétente des problèmes réels. «L'intelligence pratique n'est pas simplement l'habileté manuelle de personnes moins douées, mais la capacité à appliquer, en pratique, ses connaissances spécialisées de haut niveau»⁴, estime Margrit Stamm.

Le long chemin pour acquérir la maîtrise dans son métier

Lorsqu'il s'agit d'un problème dont la solution nécessite l'appel à un artisan, celui-ci n'est souvent pas clairement défini: la machine à laver ne fonctionne plus, le moteur de la voiture émet des bruits suspects ou les plantes perdent leurs feuilles. Le problème n'est que partiellement défini, des informations plus précises font souvent défaut. Que faire? Si le spécialiste appelé veut résoudre le problème, il doit saisir rapidement et de manière exhaustive la situation, appliquer ses connaissances spécialisées au problème, envisager, de manière créative, différentes voies et méthodes de résolution et les trier intérieurement, pour enfin choisir la meilleure solution, tout cela en tenant compte des expériences déjà faites. Il s'agit là d'exigences élevées qu'un professionnel expert acquiert progressivement, en partant de ses connais-

Suite page 8

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Jean-Daniel Urben
Peter Küpfer

Rédaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenheid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

La chimère de la mondialisation heureuse prend fin

par Prof. Dr Eberhard Hamer, Mittelstandinstitut Niedersachsen e.V.



Eberhard Hamer
(photo mad)

Pendant trois décennies, sous la direction du WEF à Davos, fut pratiqué l'éloge systématique d'un «monde unique» et de la «fin des Etats-nations», de l'évolution des économies nationales vers l'économie mondiale garantissant la liberté illimitée des capitaux, des produits, des services

et de la main-d'œuvre.

En théorie, ce n'était pas sans base réelle car les échanges internationaux détiennent un potentiel de bénéfices pour tous les participants:

- Les pays à faible capitalisation, aux salaires peu élevés et aux prix de produits bon marché offrent aux investissements internationaux des avantages en termes de coûts et de rentabilité qui les aident à développer leurs propres industries et à générer ainsi du progrès économique.
- Inversement, les pays caractérisés par une dotation élevée en capital ainsi que d'un haut niveau de salaires et des prix de produits tirent profit d'une croissance économique à coûts réduits grâce aux investissements étrangers et aux importations.
- Selon la loi de Ricardo sur les coûts comparatifs¹, l'accroissement du commerce extérieur offre des avantages, liés aux coûts et à la prospérité, en faveur des deux parties. C'est pourquoi l'essor du commerce extérieur a en effet considérablement contribué à la prospérité mondiale au cours des 50 dernières années.
- Tout le monde était cependant conscient de la fragilité du commerce extérieur et de la dépendance du comportement «fair-play» de tous les partenaires dans leur tendance à éviter des perturbations du commerce mondial.
- Les économistes se montraient persuadés que de telles entraves au commerce extérieur pouvaient, le cas échéant, être éliminées par la coopération internationale, par exemple à travers des entraves légales aux investissements imposées de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des pays d'investissement et autres.
- Les Etats-Unis prétendaient devoir imposer la «liberté du marché de l'énergie» par des sanctions dirigées contre les pays s'opposant à la commercialisation de leur pétrole ou leur gaz par les multinationales pétrolières américaines (Russie, Irak, Iran, Venezuela), voulant rester eux-mêmes maîtres de leurs bénéfices.
- Comme les Etats-Unis importent plus qu'ils n'exportent, assumant ainsi des déficits croissants de la balance commerciale, la FED a été contrainte d'augmenter la masse monétaire pour financer ces déficits;

«Le retour d'un boom des exportations, jusqu'ici mondialisées, à une production nationale assurée à nouveau sera une phase de transition difficile, nécessitant des années, et pourra aboutir à la stagflation tant redoutée. Il aura sans doute des conséquences en termes de hausse des coûts et d'inflations, dues au recul des exportations et des importations ainsi qu'aux délocalisations de la production qui augmentent les coûts, ce qui appauvrira le monde entier. La durée du processus de récession dépendra essentiellement de la durée pendant laquelle les sanctions économiques américaines bloqueront la production mondiale et de l'évolution de la guerre en Ukraine, à savoir si elle peut se terminer et être surmontée par la paix ou si elle dégénère et se transforme en troisième guerre mondiale des blocs économiques.»

de même la BCE se voyait devoir financer en permanence et de la même manière les déficits des pays européens fortement endettés, à savoir la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la France, etc. – ce qui aboutissait au commerce extérieur financé par l'endettement.

- Par contre, les pays réalisant des excédents d'exportation permanents (surtout l'Allemagne) se sont vu retirer ces excédents par des crédits forcés (crédits ciblés, «financement de sauvetage», financement indirect de l'Etat par les banques centrales) – à l'exception de la Chine, qui a accumulé des avoirs de plus de trois milliards de dollars américains et qui cherche maintenant désespérément à les placer par des investissements dans le monde entier.
- Les Etats-Unis luttent contre l'importation, par exemple celle de l'industrie automobile européenne, en imposant des sanctions pénales élevées à cause de prétendues violations techniques. Pour arriver à leurs buts, ils ont obligé toutes les entreprises et tous les Etats effectuant du commerce avec l'Amérique à se soumettre à la souveraineté judiciaire américaine avec ses possibilités de sanction (*Nord Stream 2* en est également un exemple). Les Etats-Unis et leurs gouvernements satellites ont pris des sanctions de plus en plus sévères contre un nombre croissant d'Etats comme la Russie, l'Iran, le Venezuela, ainsi que contre les entreprises refusant de se soumettre aux monopoles américains, ouvrant ainsi la voie à une véritable guerre économique.
- Depuis que *Vladimir Poutine* s'est opposé à la prise de contrôle de l'Ukraine par les Etats-Unis, la plus grande vague mondiale de sanctions de l'OTAN (c'est-à-dire le début de la guerre économique contre la Russie) a eu lieu, par le biais de l'arrêt des livraisons, du blocage financier et de l'expropriation des biens russes partout dans le monde. Cette guerre économique a déjà gravement fragmenté la mondialisation, divisé le monde, coupé les relations traditionnelles d'approvisionnement, notamment en matières premières, et plongé le monde dans la plus grande récession de l'histoire.
- Ceux qui avaient jusqu'à présent misé sur la mondialisation se retrouvent donc du côté des perdants:
 - Ceux qui investissent en Russie ou ont établi des relations commerciales stables avec des entreprises russes se retrouvent soudain déliés de leurs partenaires et exposés aux problèmes de la sous-traitance.
 - Ceux qui ont délocalisé leur production dans des pays à bas salaires – notamment en Chine – voient leurs chaînes d'approvisionnement rompues et doivent même craindre, au cas d'escalade de la guerre en Ukraine, que la Chine, à l'instar des Etats-Unis, sanctionne ou exproprie, elle aussi, des entreprises étrangères.
 - Si le commerce extérieur s'effondre, les excédents d'exportation, par exemple ceux de l'Allemagne, et la prospérité basée sur l'exportation s'effondreront également.
 - C'est pourquoi les groupes internationaux se réfugient d'ores et déjà dans des investissements nationaux afin de produire à nouveau au niveau national ce qu'ils obtenaient jusqu'à présent, à moindre coût, à l'étranger.
 - Même les fournisseurs du secteur des PME se rendent compte aujourd'hui que leur production mondiale est devenue incertaine, qu'elle les expose à des difficultés croissantes et qu'ils doivent développer des alternatives nationales.
 - Le recul amorcé du commerce extérieur mondial et, surtout, la réduction des possibilités d'exportation qui existaient jusqu'à présent signifient une production en baisse

et une conjoncture en recul, avec toutes les conséquences que cela implique pour les investissements, les emplois, les revenus et la prospérité nationale dans le monde entier.

Le retour d'un boom des exportations, jusqu'ici mondialisées, à une production nationale assurée à nouveau sera une phase de transition difficile, nécessitant des années, et pourra aboutir à la stagflation tant redoutée. Il aura sans doute des conséquences en termes de hausse des coûts et d'inflations, dues au recul des exportations et des importations ainsi qu'aux délocalisations de la production qui augmentent les coûts, ce qui appauvrira le monde entier.

La durée du processus de récession dépendra essentiellement de la durée pendant laquelle les sanctions économiques américaines bloqueront la production mondiale et de l'évolution de la guerre en Ukraine, à savoir si elle peut se terminer et être surmontée par la paix ou si elle dégénère et se transforme en troisième guerre mondiale des blocs économiques.

Nous nous trouvons donc face à un rétrécissement de la mondialisation, de durée incertaine, qui est susceptible de déboucher sur sa fin même. Le crash économique² ou la récession que nous redoutons depuis longtemps et notre prospérité factice, fondée d'abord sur les exportations, puis sur l'augmentation démesurée de la monnaie fiduciaire, s'effondreront, le monde global redeviendra national et les prospérités artificielles et illusives retomberont à nouveau en véritable pauvreté.

Les bellicistes et promoteurs des sanctions, ensemble avec les expropriateurs de fortunes, ont-ils réfléchi à ces conséquences ou les auraient-ils précisément voulues? •

¹ Si chaque pays se spécialise dans la production et l'exportation des biens qu'il peut produire avec le plus petit désavantage absolu en termes de coûts – avantage comparatif relatif en termes de coûts –, cela se solde par l'avantage pour tous.

² cf. Hamer, Eberhard. *Was passiert, wenn der Crash kommt?* («Que se passe-t-il quand le crash arrive?»), Hanovre 2000

(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-86445-332-8

«Des mains en or...»

suite de la page 7

sances factuelles et des règles de son métier, par sa pratique, sa réflexion et son observation intense, tout un éventail qui lui permet en fin de compte d'agir intuitivement de manière correcte, face à des problèmes les plus divers. Au cours de son parcours de professionnel, il aura donc acquis beaucoup de choses; c'est ce que l'on appelle souvent le «savoir intérieur», savoir qui augmente en général avec l'expérience professionnelle.

Le «savoir intérieur» – trésor incontournable

C'est par cette notion que l'on conçoit le cœur de l'intelligence pratique. On entend par là le savoir et l'expertise que chaque personne porte en elle, acquis se basant sur les actions quotidiennes et habituelles, de sorte qu'il est intuitivement disponible. Il ne s'agit pourtant pas seulement d'automatismes, de routine ou d'imitation. Il s'agit plutôt du savoir que les professionnels acquièrent «en passant» dans leur travail quotidien, sans en être toujours conscients. Ce savoir lié à des processus pratiques est généralement acquis sans l'aide de tiers, il est lié à des processus d'exercice et d'entraînement intenses et complexes et ne peut souvent pas être verbalisé avec précision. Il s'agit pourtant d'un trésor en or, indispen-



(photo Caro)

sable à l'intelligence pratique, qui allie savoir et savoir-faire.

Les «mains en or» ont contribué à la renommée de la Suisse

Face à ce concept de l'intelligence pratique, les modèles d'intelligence classiques connaissent un élargissement important permettant d'accorder à un apprentissage professionnel l'im-

portance qu'il mérite. Entretemps, les parents de Noah ont réussi à acquérir davantage de capacité à gérer les problèmes de la vie réelle. Ils vont intégrer cette expérience dans l'éducation aussi. Dans son fonctionnement idéal, c'est avant tout l'école qui offre le terrain permettant aux jeunes de découvrir ce domaine et de donner aux talents pratiques autant de possibilités de s'épanouir. Mais qu'en est-il

lorsque, ces dernières années, les matières correspondantes font de plus en plus défaut ou se trouvent réduites au profit de l'enseignement précoce des langues étrangères et de l'éducation aux médias? En Suisse alémanique, le *Plan d'études 21* est largement responsable de ces omissions. Comment un apprentissage professionnel peut-il rester attractif? Les concours professionnels, lors desquels les participants suisses ont jusqu'à présent remporté de nombreuses médailles, ne doivent pas dégénérer en pure folklore. Il faudrait y réfléchir de manière plus approfondie!

«Les mains en or constituent un bien important de notre culture qui a fait la grandeur de la Suisse», déclare Margrit Stamm. Il n'y a rien à y ajouter. •

¹ SOL est l'abréviation de Self Organized Learning.

² Margrit Stamm, Professeur (en retraite) de sciences de l'éducation à l'université de Fribourg, dirige aujourd'hui l'institut de recherche Swiss Education qu'elle a fondé. Sur la base de ses travaux de recherche, elle a publié de nombreux ouvrages sur des questions d'éducation et de formation.

³ Les explications qui suivent se basent principalement sur deux publications de Margrit Stamm: Stamm, Margrit. *Praktische Intelligenz. Ihre mis-sachete Rolle in der beruflichen Ausbildung*. Dossier 15/2, 2015; Stamm, Margrit. *Goldene Hände. Praktische Intelligenz als Chance für die Berufsbildung*. Bern: Hep-Verlag, 2017.

⁴ Stamm, Margrit. (2017). *Goldene Hände*, p. 26.

⁵ Stamm, Margrit. (2017). *Goldene Hände*, p. 95.